



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale
18 août 2011
Français
Original: anglais

Quatrième session

Marrakech (Maroc), 24-28 octobre 2011

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Prévention

Les jeunes et la prévention de la corruption

Document d'information établi par le Secrétariat

I. Introduction

1. Dans sa résolution 3/2 sur les mesures préventives, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a reconnu que, si les États parties étaient responsables de l'application de la Convention, la promotion d'une culture d'intégrité, de la transparence et de la responsabilité et la prévention de la corruption incombait à toutes les parties prenantes et à tous les secteurs de la société, conformément aux articles 7 à 13 de la Convention. Dans la même résolution, la Conférence a exhorté les États parties à promouvoir à divers niveaux d'enseignement des programmes d'étude qui enseignent des concepts et principes d'intégrité. Dans le rapport sur les travaux de sa troisième session (CAC/COSP/2009/15), la Conférence a souligné qu'il était nécessaire de continuer à encourager l'organisation de campagnes de sensibilisation du public, y compris des jeunes, aux risques et problèmes que posait la corruption.

2. La première session du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption s'est tenue à Vienne du 13 au 15 décembre 2010. Pour cette session, le Secrétariat a établi un document d'information sur des initiatives de lutte contre la corruption visant à sensibiliser les jeunes, qui sont généralement définis par la communauté internationale comme des personnes âgées de 15 à 24 ans.

3. Le présent document s'appuie sur le document susmentionné. Il ne prétend pas être exhaustif ni illustrer toutes les principales activités et initiatives nationales, régionales et internationales qui ciblent les jeunes. Il cherche avant tout à faire ressortir la nécessité d'impliquer les jeunes dans les efforts de lutte contre la

* CAC/COSP/2011/1.



corruption et à donner une vue d'ensemble des projets et activités en cours qui favorisent leur participation. La Conférence souhaitera peut-être prendre en compte les conclusions et recommandations qui y sont formulées dans ses délibérations.

II. La nécessité d'impliquer les jeunes

4. L'Organisation des Nations Unies a depuis longtemps conscience du fait que l'imagination, les idéaux et l'énergie des jeunes sont essentiels pour le développement des sociétés dans lesquelles ils vivent. Les États Membres l'ont reconnu en adoptant, en 1965, la Déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples (résolution 2037 (XX) de l'Assemblée générale). Vingt ans plus tard, l'Assemblée générale a déclaré l'année 1985 Année internationale de la jeunesse: participation, développement, paix. Elle a attiré l'attention internationale sur le rôle important que les jeunes jouent dans le monde et, notamment, sur leur contribution potentielle au développement. En 1995, à l'occasion du dixième anniversaire de l'Année internationale de la jeunesse, l'ONU a renforcé son engagement en orientant l'action de la communauté internationale vers les défis concernant les jeunes pour le millénaire suivant. À cette fin, elle a adopté une stratégie internationale intitulée Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà et son Supplément¹. La mise en œuvre de cette stratégie a notamment abouti au *Rapport mondial sur la jeunesse*, à l'Année internationale de la jeunesse: dialogue et compréhension mutuelle (instituée par la résolution 64/134 de l'Assemblée générale et ayant débuté le 12 août 2010) et à la Journée internationale de la jeunesse (instituée par la résolution 54/120 de l'Assemblée générale). À la fin de l'Année internationale de la jeunesse, en août 2011, le Programme des Nations Unies pour la jeunesse a produit, avec l'organisme Restless Development, un guide à l'intention du secteur privé pour travailler avec les jeunes (*Private Sector Toolkit for Working with Youth*)², qui est axé sur la création de partenariats entre les jeunes et le secteur privé et complète les documents techniques sur les jeunes en tant qu'agents du développement. La Journée internationale de la jeunesse, célébrée le 12 août, a porté cette année sur le thème "Changer le monde en 2011". Il convient de noter que d'autres organisations intergouvernementales ont de plus en plus tendance à axer leurs efforts sur la jeunesse et à investir dans des activités consacrées aux enfants et aux jeunes.

5. L'accent mis sur les jeunes s'inscrit dans le cadre d'une tendance plus générale. Des publications récentes³ indiquent que l'on privilégie désormais les

¹ Résolutions 50/81 (annexe) et 62/126 (annexe) de l'Assemblée générale.

² Nations Unies, *Private Sector Toolkit for Working with Youth* (New York, 2011). Voir <http://social.un.org/youthyear/docs/PrivateSectorKit.pdf>.

³ Par exemple, BetterAid, *L'efficacité du développement dans le domaine de la coopération au développement: la perspective des droits humains (Development effectiveness in development cooperation: a rights-based perspective)*, octobre 2010, voir http://www.betteraid.org/fr/documents/doc_download/136-betteraiddevelopmenteffectivenessdevcooperationfr.html; Stinne Hjulmann et Stine Vejborg Andersen, *Youth as Agents of Change in Anti-Corruption: A Cloak for a Neo-Liberal Agenda?* (Copenhague, Centre for Business and Development Studies, 2011), voir http://studenttheses.cbs.dk/bitstream/handle/10417/2011/stinne_hjulmann_og_stine_vejborg_andersen.pdf?sequence=1; et Students Partnership

gens et les sociétés plutôt que les systèmes pour promouvoir le développement et le changement, en s'appuyant sur une approche "de bas en haut" ou une approche communautaire. Cette approche découle d'un concept de responsabilité et d'autonomie des citoyens⁴. Elle se fonde également sur l'idée selon laquelle la participation active des citoyens stimule le processus de développement. Cette participation peut prendre la forme d'un partage d'informations, d'une consultation, d'une prise de décision ou d'une prise d'initiatives⁵. Dans la lutte contre la corruption, cette approche vise à intégrer toujours plus ceux qui en sont les victimes. On considère en effet que les personnes touchées par ce problème sont plus disposées à apporter de nouvelles idées et opinions qui favorisent un changement positif.

6. La participation des jeunes dans la lutte contre la corruption est essentielle à de nombreux égards. Tout d'abord, leur importance est liée au fait qu'ils représentent une grande partie de la population. En 2011, on estimait à 1,2 milliard, soit 17,3 % de la population mondiale, le nombre d'individus âgés de 15 à 24 ans. Cette part est beaucoup plus élevée dans les pays les moins avancés (20 %) que dans les pays développés (12,5 %)⁶. Ensuite, une grande partie des pauvres dans le monde sont des jeunes: plus de la moitié des jeunes vivent avec moins de deux dollars des États-Unis par jour⁷. Étant donné que la corruption entrave les efforts de développement, elle accroît les inégalités et affecte donc encore plus les pauvres. La corruption est souvent présente dans des secteurs tels que l'éducation et la santé, ce qui touche aussi directement les jeunes. Enfin, le désir des jeunes de s'exprimer contre la corruption naît de leur foi dans le changement, et s'accompagne d'une capacité d'action et d'une grande énergie. Par conséquent, leurs efforts et leurs initiatives dans le domaine de la lutte contre la corruption sont de plus en plus reconnus à travers le monde. Les jeunes sont les fonctionnaires, les responsables politiques et les chefs d'entreprise de demain. C'est pourquoi le fait de les inclure dans les mesures de lutte contre la corruption est un bon investissement et peut assurer un bel avenir aux politiques et aux pratiques de lutte contre la corruption.

III. Activités et initiatives de lutte contre la corruption pour les jeunes

7. L'engagement des jeunes à atteindre des objectifs en matière de lutte contre la corruption et d'intégrité peut prendre différentes formes, que l'on peut classer en

Worldwide, SPW/DFID-CSO Youth Working Group, *Youth Participation in Development: A Guide for Development Agencies and Policy Makers* (2010), voir www.ygproject.org/sites/default/files/6962_Youth_Participation_in_Development.pdf.

⁴ Hjulmann et Andersen, *Youth as Agents of Change*, p. 113; Graham Burchell, "Liberal government and techniques of the self", *Economy and Society*, vol. 22, n° 30 (1993), p. 267 à 282; E. Ostrom, J. Walker et R. Gardner, "Covenants with and without a sword: self-governance is possible", *American Political Science Review*, vol. 86, n° 2 (1992), p. 404 à 417.

⁵ *Youth Participation in Development*, p. 11.

⁶ Bureau fédéral des recensements des États-Unis, Programmes internationaux, Base de données internationale. Voir www.census.gov/population/international/data/idb/region.php?N=%20Region%20Results%20&T=4&A=aggregate&RT=0&Y=2011&R=101,102,103,104&C= (au 5 septembre 2011).

⁷ *Youth Participation in Development*, p. 6.

quatre catégories: les services aux jeunes; le développement des jeunes; le rôle de mobilisation des jeunes; et l'autonomisation des jeunes⁸. La première catégorie comprend des activités qui visent à développer un cadre théorique et éthique solide permettant aux jeunes de comprendre pourquoi il importe de s'engager dans la lutte contre la corruption. Ces activités peuvent consister en campagnes de sensibilisation ou en programmes pédagogiques destinés à mieux faire comprendre aux étudiants ce qu'est la corruption et quels sont les moyens de la prévenir et de la combattre. Les activités de la deuxième catégorie visent à renforcer le niveau d'engagement et à favoriser le développement personnel des jeunes tout en stimulant leur volonté de lutter contre la corruption. Ce résultat peut être obtenu par des activités de formation scolaires ou non scolaires, notamment des programmes de formation et d'apprentissage qui aident les étudiants à prendre des décisions dans leur vie professionnelle et privée. La troisième catégorie englobe des activités qui visent à améliorer les connaissances et les compétences des jeunes citoyens et à leur donner les moyens de devenir des chefs de file au sein du mouvement anticorruption et de leur communauté et de faire bouger les choses. Il peut s'agir par exemple de programmes de formation virtuelle et interactive. La quatrième catégorie concerne des activités qui renforcent le rôle des jeunes dans la lutte contre la corruption. Des guides et des efforts conjoints de renforcement des capacités entre les organisations de lutte contre la corruption et les organisations de jeunes peuvent stimuler une collaboration plus large permettant aux jeunes de s'impliquer sur la scène civique et politique de leur pays et de leur communauté. Les activités de cette catégorie visent également à mettre en place des partenariats et des groupements avec d'autres acteurs à différents niveaux et de différents secteurs, dont les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales. Les activités devraient être structurées de manière à favoriser l'intégration sociale des jeunes et à assurer un développement plus durable de leur société.

8. Ces catégories ne s'excluent pas mutuellement et doivent être considérées comme une référence pour les différents moyens par lesquels on peut inciter les jeunes à s'engager. Les sections ci-après portent sur les activités et initiatives internationales, régionales et nationales qui sont organisées à la fois pour et par des jeunes.

A. Activités et initiatives internationales de lutte contre la corruption pour les jeunes

9. Le Forum mondial des jeunes pour la lutte contre la corruption et la sauvegarde de l'intégrité illustre les efforts menés pour impliquer les jeunes dans la lutte contre la corruption et renforcer leur rôle en tant qu'acteurs influents dans la promotion d'une culture d'intégrité, de transparence et de responsabilité. Le premier Forum mondial des jeunes a été organisé par la Fondation du Qatar et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) à Doha, les 7 et 8 novembre 2009, parallèlement au sixième Forum mondial pour la lutte contre la corruption et la sauvegarde de l'intégrité, qui avait pour thème "L'union fait la force: lutter

⁸ Transparency International, "La jeunesse et la corruption", Document de travail n° 6 (2009). Voir www.transparency.org/publications/publications/working_papers/working_paper_no_6_2009_youth_and_corruption.

ensemble contre la corruption”. Le Forum des jeunes reprenait l’ordre du jour du Forum mondial et traitait deux sujets différents, examinés dans le cadre de tables rondes. La première table ronde, qui portait sur la création et le maintien d’une culture d’intégrité, était centrée sur le rôle de l’enseignement et de la sensibilisation du public, sur les partenariats avec la société civile et les médias en faveur d’un climat d’éthique, et sur les conflits d’intérêt. La deuxième table ronde, qui portait sur le rapprochement des efforts de réforme du secteur public et du secteur privé, était centrée sur la liberté d’information pour une plus grande responsabilisation, sur les mesures de lutte contre la corruption prises dans des domaines vulnérables du secteur public et du secteur privé, et sur l’évaluation des progrès et la récompense des leaders de la lutte contre la corruption. Les étudiants, âgés de 14 à 18 ans, venaient de plus de 10 pays différents de toutes les régions du monde. La structure du Forum mondial des jeunes s’inspirait de celle de la Conférence “l’ONU mise en scène”: chaque étudiant s’est vu confier un rôle, notamment celui de représenter les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile ou les organisations internationales. Certains devaient en outre tenir le rôle de rapporteurs. Les tables rondes étaient animées par l’UNODC. L’objectif du Forum mondial des jeunes était de permettre un dialogue interactif entre tous les participants, en vue de parvenir à des conclusions et des recommandations concrètes. Certains étudiants ont été invités à présenter les conclusions de chaque table ronde aux participants du Forum mondial, ce qui a donné aux jeunes l’occasion de s’exprimer devant les dirigeants d’aujourd’hui. Ce genre de forum pour les jeunes, dont celui tenu en marge de la onzième session de la Conférence internationale contre la corruption est un autre exemple, favorise l’engagement direct des jeunes et leur permet de faire entendre leurs voix⁹.

10. Les outils pédagogiques qui font appel à la technologie et à différentes formes de médias sociaux ont renforcé l’engagement des jeunes dans la lutte contre la corruption. Par exemple, l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture a mis au point, en coopération avec l’Institut international de planification de l’éducation, un programme de renforcement des capacités pour lutter contre la corruption dans le secteur de l’éducation. Ce programme, intitulé “Éthique et corruption dans l’éducation”, vise à promouvoir la diffusion des connaissances, à renforcer les capacités nationales et à favoriser le débat politique sur l’instauration d’un secteur de l’éducation exempt de corruption et amélioré par une culture de l’éthique. Par ailleurs, l’initiative et le groupe de travail relatifs aux Principes pour une éducation au management responsable encouragent les facultés de gestion des entreprises et les universités à intégrer les principes du Pacte mondial, qui incluent la lutte contre la corruption, dans leurs cursus, programmes de recherche et enseignements. L’Institut de la Banque mondiale a un programme d’apprentissage sur la gouvernance et la lutte contre la corruption et a également mis au point un programme de téléenseignement en ligne intitulé “Youthink!”, et Transparency International a lancé un guide sur l’intégrité enseignée aux jeunes

⁹ Pour plus d’informations sur le sixième Forum mondial pour la lutte contre la corruption et la sauvegarde de l’intégrité et sur le Forum mondial des jeunes, voir www.gf6.pp.gov.qa/agenda.htm.

(*Teaching Integrity to Youth*)¹⁰. Autre exemple, “New Tactics” (www.newtactics.org/en/about) est une plate-forme qui s’appuie sur un site Web interactif, des cours et des publications pour rassembler et diffuser des informations et des discussions sur les méthodes employées et l’expérience acquise, entre autres, dans le domaine de la lutte contre la corruption. Les outils d’apprentissage par Internet facilitent de plus en plus le partage de connaissances en matière de lutte contre la corruption.

11. Dans le cadre de ses efforts visant à utiliser l’éducation comme moyen clef de prévention, l’UNODC a entrepris de développer les réseaux universitaires. Un groupe informel d’experts de la lutte contre la corruption et de spécialistes de l’enseignement supérieur a récemment commencé à travailler sur l’élaboration de documents sur la corruption à l’intention des universités et d’autres établissements d’enseignement dans le monde. De par sa composition actuelle, le groupe d’experts couvre un large éventail de régions et de langues et comprend des professeurs de droit, commerce, administration publique, sciences sociales et criminologie; des fonctionnaires d’organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le développement, l’Organisation de coopération et de développement économiques et l’Association internationale du barreau; et des diplomates, juristes et responsables politiques. Cette initiative mondiale vise à fournir aux professeurs un ensemble complet de documents de référence, dont une liste de thèmes et une compilation de supports pédagogiques tels que des exemples tirés de la jurisprudence et des études de cas sur la lutte contre la corruption, qui s’adressent à la fois aux étudiants du premier cycle et à ceux de l’enseignement universitaire supérieur. Ces documents, qui sont en cours d’élaboration, aborderont de nombreux thèmes et seront accompagnés d’une bibliographie détaillée des lectures conseillées et d’un manuel d’utilisation à l’intention des enseignants. La structure dynamique des documents devrait permettre de les modifier ou de les prolonger ultérieurement, et également de les adapter à des contextes spécifiques (par exemple un pays ou une discipline), tout en les mettant à jour sur la base des derniers développements et travaux de recherche. La compilation, qui est un outil libre, pourra être consultée en ligne gratuitement par les établissements d’enseignement. Les progrès réalisés par cette initiative seront présentés aux États parties à la quatrième session de la Conférence.

12. Des projets innovants se sont également avérés extrêmement utiles, comme la promotion de la participation des jeunes à la lutte contre la corruption à travers le sport et la musique. Ainsi, le Fonds mondial pour le sport de l’UNODC (www.globalsportfund.com), un projet d’une durée de 10 ans, donne aux jeunes de pays en développement l’occasion de participer activement à des sports amateurs. Il est axé sur deux objectifs, à savoir la santé, dans la mesure où la pratique régulière d’une activité sportive peut améliorer la santé physique et mentale et le bien-être, et la prévention, dans la mesure où cette pratique réduit l’exposition des jeunes à diverses tentations, telles que l’abus de drogues et d’alcool et d’autres comportements susceptibles d’entraîner la délinquance. Le but principal du Fonds mondial pour le sport est de promouvoir les valeurs de concurrence loyale, de respect de soi et des autres et de maîtrise de soi en toutes circonstances. Ces projets

¹⁰ Transparency International, *Teaching Integrity to Youth: Examples from 11 Countries*, Corruption Fighters’ Tool Kit (Berlin, 2004). Voir www.transparency.org/content/download/2888/17878.

peuvent facilement être reproduits de manière à inculquer et diffuser d'autres valeurs, telles que l'équité et l'honnêteté, qui sont fondamentales dans une culture d'intégrité. Une autre initiative dans le domaine des sports, appuyée par le Comité olympique qatarien, a pour objet de renforcer la participation des jeunes aux activités de prévention du crime de l'UNODC à travers l'organisation de stages de sport, pendant lesquels des cours et des exercices pratiques sur l'équité et la prévention du crime sont aussi proposés. Dans le domaine musical, on peut citer comme exemple la compétition mondiale Fair Play: Anti-Corruption Youth Voices, organisée par l'Institut de la Banque mondiale et Jeunesses Musicales International. Elle récompense des chansons originales se rapportant à la lutte contre la corruption composées par de jeunes musiciens âgés de 18 à 35 ans. Les gagnants ne sont pas seulement sélectionnés par un jury mais aussi par le public, qui est encouragé à participer et à voter en ligne. Les trois groupes vainqueurs interprètent leurs chansons dans des forums mondiaux contre la corruption. En outre, Fair Play sélectionne de jeunes artistes pour qu'ils deviennent ambassadeurs internationaux de la musique. Chaque ambassadeur enregistre et commercialise des morceaux originaux sur le thème de la lutte contre la corruption en vue de motiver les jeunes dans le monde et de les inciter à prendre part à la lutte. Fair Play montre comment des compétitions musicales engagent non seulement les concurrents dans les efforts de lutte, mais aussi le public qui écoute les chansons produites.

13. Les réseaux internationaux de lutte contre la corruption pour les jeunes sont devenus essentiels, notamment pour partager des informations visant à susciter l'engagement des jeunes dans cette lutte. Le Réseau mondial de jeunes contre la corruption (<http://voices-against-corruption.ning.com>) en est un exemple. Ce réseau est lié à l'initiative Voices against corruption et a organisé le Forum mondial des jeunes 2010 sur le thème "mobiliser les jeunes contre la corruption" (<http://voices-against-corruption.ning.com/events/global-youth-forum-2010>), qui s'est tenu à Bruxelles du 26 au 28 mai 2010. Cet événement a rassemblé 50 jeunes responsables de la société civile, musiciens et journalistes du monde entier pour qu'ils échangent des données d'expérience et formulent des plans d'action visant à lutter contre la corruption dans leur pays. Le réseau a été mis en place par l'Institut de la Banque mondiale et sert de plate-forme aux jeunes pour qu'ils établissent leur propre ordre du jour et examinent des réformes innovantes. Il combine des communications en face-à-face et des échanges interactifs, notamment par le biais d'outils informatiques et de vidéoconférence. Il a pour objectifs d'identifier un groupe restreint de jeunes qui partagent leur expérience de la lutte contre la corruption tout en inspirant les autres, et d'utiliser la musique comme moyen de communication et de sensibilisation. Divers événements de communication ont été organisés sous l'égide du Réseau mondial de jeunes contre la corruption. Le Réseau mondial pour l'enseignement à distance (www.gdln.org), par exemple, est un réseau virtuel qui a été lancé en janvier 2010. Il s'agit d'un partenariat mondial de plus de 100 centres d'apprentissage qui offre aux personnes travaillant dans le domaine du développement dans le monde entier la possibilité d'utiliser des technologies de l'information et de la communication avancées. Le principal objectif est de regrouper différentes initiatives pour permettre un échange de données d'expérience, initiatives qui sont sélectionnées et illustrées sur un site Web spécialisé. Elles concernent des groupes de jeunes qui font preuve d'engagement pour demander et obtenir une plus grande transparence et responsabilité de l'administration publique dans leur pays. Autre exemple de réseau international,

l'Alliance pour l'intégrité des jeunes dirigeants (Young Leaders Integrity Alliance, voir <http://comminit.com/?q=democracy-governance/node/265515>) est une plate-forme multinationale qui vise à renforcer les réseaux et les capacités des jeunes.

14. Les exemples ci-dessus sont des opportunités offertes aux jeunes au niveau international. Toutefois, à de nombreuses occasions, des jeunes ont exploité ces opportunités pour développer des activités et institutions, en impliquant d'autres acteurs tels que les organisations de la société civile. Parfois, ces activités ont eu un "effet domino". Elles comprennent, pour n'en citer que quelques-unes, des activités artistiques, des publications et des vidéos sur les incidences de la corruption, la création de blogs, de sites Web et de forums, et la communication dans le cadre de réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter. En lançant avec d'autres des débats sur la lutte contre la corruption, les jeunes ont réussi à impliquer davantage de personnes dans cette lutte et à amorcer des changements efficaces.

B. Activités et initiatives régionales de lutte contre la corruption

15. Il existe également un certain nombre de plates-formes et d'initiatives régionales pour les jeunes, telles que: le Réseau d'étudiants contre la corruption en Europe du Sud-Est, auquel participent des organisations étudiantes d'Albanie, de Bulgarie, de Croatie, d'ex-République yougoslave de Macédoine, de République de Moldova et de Serbie; l'Organisation de la jeunesse ibéro-américaine (Espagne et Portugal); le Forum européen de la jeunesse; le Forum latino-américain de la jeunesse; et la Charte de la jeunesse du Pacifique¹¹, dans laquelle est déclaré ce qui suit: "Nous estimons que nos gouvernements ne doivent pas être entachés de corruption et d'inégalité. [...] Nous devons trouver une solution aux problèmes de corruption, de conflits et de prises illégales d'intérêts, par le compromis, les négociations et la non-violence."

C. Activités et initiatives nationales de lutte contre la corruption

16. La plupart des activités et initiatives impliquant les jeunes sont menées à l'échelle nationale. Partant du principe que l'éducation est essentielle pour assurer l'engagement des jeunes, l'organisme national argentin chargé de la lutte contre la corruption a sondé l'opinion des jeunes sur la corruption et a publié les résultats de cette enquête dans un livre qui est à présent lu dans les cours d'éthique et d'éducation civique, matière obligatoire pour les élèves du secondaire argentins. En Italie, un programme national intitulé *Scelgo Io!* (C'est moi qui choisis!) a été élaboré pour les élèves du primaire et du secondaire. Il vise à donner aux jeunes les moyens de garantir et de respecter les droits fondamentaux et des valeurs telles que l'état de droit, l'égalité des chances, l'éthique, la justice, les droits de l'homme et l'environnement. En Lettonie, des jeunes ont eu l'occasion d'élaborer eux-mêmes un programme d'enseignement portant sur la lutte contre la corruption dans le cadre d'un projet de pair à pair. En Lituanie, l'un des objectifs de l'Union nationale des représentations d'étudiants est de promouvoir l'intégrité au sein de la communauté étudiante. À cette fin, des séminaires et des cours sur la responsabilité et l'intégrité

¹¹ Voir <http://www.upj.pf/pdf/charte/charte.pdf>.

des responsables étudiants et politiques sont régulièrement tenus dans les universités et les établissements d'enseignement secondaire. En Ouganda, l'initiative Alerte à la corruption (Corruption Alert Uganda) vise à inciter des jeunes de différentes universités à participer à des débats, des programmes de communication, des séminaires, des forums et des ateliers, et à la Conférence interuniversitaire nationale annuelle "Alerte à la corruption". Au Maroc, un projet appelé "Université de la transparence" a été mis en place pour promouvoir des activités d'étude et de recherche sur la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance. Il réunit des universitaires dans le cadre d'ateliers, de séminaires, de travaux de recherche et de tables rondes.

17. Parmi les autres mesures de lutte contre la corruption prises dans le domaine de l'enseignement, on peut citer l'initiative des jeunes contre la corruption (Youth Initiative against Corruption) au Malawi, le projet des jeunes contre la corruption en Pologne et les clubs de l'intégrité en Sierra Leone. D'autres moyens éducatifs sont également employés pour susciter l'intérêt des jeunes, tels que des camps, des ateliers et des programmes de formation, comme par exemple le programme Jeunes contre la corruption (Youth against Corruption) appuyé par la Mission d'assistance à la frontière entre la République de Moldova et l'Ukraine de l'Union européenne, le camp Mike Menning de la démocratie pour les jeunes en Papouasie-Nouvelle-Guinée et le programme de formation à la lutte contre la corruption en Palestine. Du matériel pédagogique (livres et brochures), tel qu'un guide intitulé *Guide to Youth Action against Corruption* au Kenya et *Youth against Corruption* au Liban, a également été élaboré. La Colombie et le Nigéria ont des programmes axés sur la coopération interuniversitaire, à savoir le programme *Cátedra* et Jeunesse rurale contre la corruption (Rural Youth against Corruption), respectivement. Certains pays comme la Lettonie et la République de Corée ont adopté une approche générale consistant à sensibiliser la société civile dans son ensemble, à travers des expositions, colloques, ateliers, cours, voyages d'étude et débats, à inclure les jeunes dans la lutte contre la corruption et à faire mieux comprendre les activités de lutte contre la corruption.

18. Par ailleurs, les jeunes participent à des réseaux et forums nationaux qui encouragent le débat sur les questions de gouvernance, comme le Forum des jeunes sur la gouvernance et les fonctions de direction au Kenya. La Banque mondiale a fait appel à des méthodes innovantes pour promouvoir l'engagement des jeunes en milieu rural, comme l'utilisation de la radio et des téléphones portables au Burundi, qui a donné aux jeunes l'occasion d'exprimer leur avis et leurs préoccupations concernant la corruption. Avant l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre la corruption, le Liban avait élaboré la Charte des jeunes pour la lutte contre la corruption qui comprenait la déclaration suivante: "Nous, les jeunes, nous nous engageons à combattre la corruption dans les élections en nous opposant à toute opération de trucage, d'achat de voix ou d'exploitation de l'activité législative à des fins personnelles". En Papouasie-Nouvelle-Guinée, une association de jeunes contre la corruption œuvre pour permettre aux jeunes de défendre leurs droits et de participer activement aux efforts de lutte contre la corruption. À cette fin, les membres disposent d'une plate-forme où ils peuvent exprimer librement leurs préoccupations et être entendus.

19. Des organisations internationales, telles que la Banque mondiale, et des organisations non gouvernementales, telles que Transparency International, ont

aussi organisé des événements au niveau national, comme par exemple le concert des jeunes contre la corruption au Bangladesh et la compétition Des lendemains sans corruption dès aujourd'hui (Corruption-Free Tomorrow Starts Today) en Ukraine. Au Bangladesh, les jeunes ont aussi reçu une aide pour toucher une plus grande partie de la société civile à travers le programme sur l'engagement et l'appui des jeunes, qui a encouragé les jeunes à lancer des campagnes et à participer à des concours de débats, à des activités de théâtre de rue et à des concours de bandes dessinées. En Indonésie, le SPEAK Youth Club a contribué à l'organisation d'activités de lutte contre la corruption au moyen des réseaux sociaux, et la campagne du Cicak a utilisé Facebook pour dénoncer des cas particuliers de corruption.

20. Dans de nombreux cas, des jeunes ont lancé eux-mêmes leurs propres activités et initiatives visant à engager les autres. Ainsi, en Colombie, l'organisation non gouvernementale Ocasa, dirigée par une équipe de jeunes, donne à d'autres jeunes Colombiens des moyens de lutter contre la corruption grâce à des activités de sensibilisation, de formation et de création de réseaux, exemple qui montre comment des jeunes peuvent aider d'autres jeunes en renforçant leurs capacités, en les incitant à s'engager et en leur donnant l'occasion d'être des acteurs de la lutte contre la corruption. En Inde, la campagne des étudiants et des jeunes contre la corruption est active en ligne. De jeunes Indiens facilitent les conversations sur la corruption et la sensibilisation à ce problème à travers leurs sites Web et leurs blogs, notamment dans le cadre de l'initiative des jeunes contre la corruption, la pauvreté et l'injustice.

21. Des activités de surveillance ont également été entreprises par des jeunes, comme par exemple la surveillance de la prestation de services publics au Bangladesh, une surveillance communautaire par les clubs de l'intégrité au Libéria et la surveillance des campagnes électorales et des élections en Arménie et au Liban.

22. Des jeunes ont en outre créé des réseaux nationaux à partir de l'expérience qu'ils avaient acquise dans le cadre de projets internationaux. Ainsi, au Népal, l'Initiative pour les jeunes s'est inspirée du Réseau mondial de jeunes contre la corruption. Au Zimbabwe, les membres du réseau des jeunes contre la corruption ont systématisé la responsabilisation et la transparence au sein des organisations non gouvernementales axées sur les jeunes.

IV. Conclusions et recommandations

23. Il convient de saluer les efforts visant à impliquer les jeunes dans la lutte contre la corruption menés aux niveaux international, régional et national. Il faut encourager les initiatives décrites dans le présent document et s'efforcer de maintenir la dynamique qu'elles ont créée. L'engagement précoce des jeunes dans la formulation, la programmation et la mise en œuvre des politiques de lutte contre la corruption a deux avantages. Premièrement, il permet aux responsables politiques, aux législateurs, aux normalisateurs et aux praticiens actuels de profiter des approches énergiques et innovantes que les jeunes sont capables d'apporter. Deuxièmement, il favorise une assimilation à un stade précoce des concepts d'intégrité qui inspireront les citoyens et les dirigeants de demain.

24. À cette fin, la Conférence voudra peut-être examiner des moyens de tenir davantage compte des voix et des contributions des jeunes dans le débat institutionnel sur la lutte contre la corruption. Des travaux de recherche et des analyses plus approfondis des initiatives contre la corruption axées sur les jeunes pourraient être envisagés en vue de recenser les pratiques les plus efficaces. De même, la Conférence voudra peut-être recommander que l'UNODC participe plus systématiquement à ces initiatives, de manière à porter le point de vue des jeunes à l'attention des États parties. À cet égard, elle pourrait prévoir que les questions qui concernent les jeunes soient un point permanent de l'ordre du jour du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption. Les États parties auraient ainsi l'occasion de rendre compte des efforts de lutte contre la corruption impliquant les jeunes, de partager les bonnes pratiques, d'examiner les difficultés et de renforcer les initiatives en cours et futures dans ce domaine.

25. Les États Membres envisageront peut-être d'appuyer la création et la maintenance d'un portail pour les jeunes qui pourrait être intégré au portail TRACK (Tools and Resources for Anti-Corruption Knowledge). Le portail pour les jeunes pourrait servir à promouvoir et à présenter les initiatives et activités menées par des jeunes aux niveaux national, régional et international.

26. En outre, les États Membres envisageront peut-être de fournir un appui politique et financier à l'organisation d'un forum pour les jeunes qui se tiendrait parallèlement à la cinquième session de la Conférence, au Panama, en 2013, à l'instar du forum des jeunes organisé en 2009 avant la troisième session de la Conférence.